

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18325 - 71ÈME ANNÉE

La COI reprend l'idée émise lors d'un séminaire organisé à la Région Réunion en 2008

Sécurité alimentaire régionale : les Réunionnais doivent avoir le droit de se faire entendre



Importante réunion le 11 janvier à Antananarivo, qui représentera La Réunion ?

En 2008, une conférence organisée par la Région Réunion présidée par Paul Vergès jetait les bases du co-développement durable des îles de l'océan Indien. Deux thèmes étaient à l'ordre du jour : autonomie énergétique et sécurité alimentaire. 8 ans plus tard, la Commission de l'océan Indien met sur pied un Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une première réunion aura lieu le 11 janvier à Antananarivo. Mais si en 2008 les Réunionnais étaient des partenaires et pouvaient se faire entendre, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Entre 1998 et 2010, la Région présidée par Paul Vergès avait placé La Réunion sur les rails d'une stratégie de développement durable. Cela se déclinait notamment par l'objectif d'autonomie énergétique pour 2025. Ce volet comportait le tram-train, la construction d'une centrale photovoltaïque sur la route des Tamarins,

la mise en œuvre de nouvelles énergies de la mer et du volcan, ainsi que la valorisation des énergies renouvelables déjà exploitées : soleil, vent et eau.

Un autre aspect de cette stratégie était l'ouverture de La Réunion, en particulier sur son environnement régional. C'était le co-développement. Seule, La Réunion ne peut se

sauver. Pour se développer, notre île doit miser sur ses relations avec ses voisins, à la recherche de complémentarités qui profitent à tous.

**2008 :
la base de la stratégie**

En 2008, une importante conférence s'est tenue à la Région Réunion, sous le thème du co-développement durable des îles de l'océan Indien.

Les débats se focalisaient sur deux sujets : autonomie énergétique et sécurité alimentaire.

Sur le premier point, les participants proposaient de s'inspirer de l'ARER, pour créer une agence régionale de l'énergie capable de partager les compétences pour développer les énergies renouvelables dans les îles. Le but fixé était l'autonomie énergétique sans utiliser le pétrole ou le charbon.

Sur le second point, l'idée retenue était de soutenir le développement à Madagascar pour que la Grande Île puisse être non seulement auto-suffisante sur le plan alimentaire, mais également produire pour les pays voisins. Cela permet de raccourcir et sécuriser les circuits d'approvisionnement tout en stimulant les échanges dans notre région.

Madagascar le « grenier »

Dans un communiqué diffusé hier, la Commission de l'océan Indien reprend cette stratégie:

« La Commission de l'océan Indien organise le 11 janvier, à Antananarivo, une réunion d'information sur le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN). Ce programme, auquel participera étroitement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sera proposé à l'Union européenne pour financement du 11^e Fonds européen de développement (FED) ». « L'objectif de la COI est de faire de Madagascar le grenier » de notre région.

Des élus ont abdicqué

8 ans après la rencontre de Saint-Denis, la COI travaille à une stratégie régionale d'autosuffisance alimentaire. Mais durant ce délai, la direction de la Région Réunion a changé. Didier Robert, président de la Région, n'était même pas au Sommet de la Commission de l'océan Indien en 2014. Cette rencontre a montré combien des élus

réunionnais ont abdicqué : le mot « La Réunion » ne figurait pas dans la déclaration finale. La France était mentionnée en tant qu'observatrice des discussions qui doivent accélérer la signature des accords de partenariat économique, alors qu'elle ne doit sa présence dans la COI qu'à l'existence de La Réunion.

Le communiqué diffusé hier par la COI annonce une importante initiative. Les élus de La Réunion continueront-ils d'abdicquer avec pour conséquence l'exclusion de notre île des discussions de ce plan régional de sécurité alimentaire ? Cela serait lourd de conséquences, car La Réunion importe de grandes quantités de produits alimentaires qui font 10.000 kilomètres avant d'arriver.

Le droit de négocier pour La Réunion

L'avenir de La Réunion s'écrira-t-il

sans les Réunionnais ? C'est ce que montrent notamment le dernier Sommet de la COI, le vote en 2013 par la France de la suppression de la protection du sucre réunionnais et les négociations commerciales entre l'Union européenne et d'autres pays qui menacent nos productions. Ces faits prouvent que les Réunionnais ne peuvent pas compter sur la France ou sur Bruxelles pour défendre leurs intérêts. Ils doivent donc s'organiser pour faire entendre leur propre voix.

Souhaitons que les Réunionnais puissent donc participer à l'élaboration de la stratégie de développement de leur région, une condition essentielle pour sauver La Réunion.

M.M.

«Vers un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle»

Voici le communiqué de la COI diffusé hier.

La Commission de l'océan Indien organise le 11 janvier, à Antananarivo, une réunion d'information sur le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN). Ce programme, auquel participera étroitement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sera proposé à l'Union européenne pour financement du 11^e Fonds européen de développement (FED).

La réunion du 11 janvier sera l'occasion de discuter des objectifs et des moyens nécessaires à la mise en œuvre du programme COI-PRESAN avec les représentants des ministères de l'Agriculture des pays membres de la COI et de la FAO. Elle permettra également aux États membres d'aborder dans les meilleures conditions l'examen de cette question lors du prochain Conseil de la COI qui se tiendra en février à La Réunion.

La COI prévoit d'installer dans la capitale malgache une « Unité régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle » (Unité COI-PRESAN) chargée de coordonner les activités du programme avec l'appui technique et logistique de la FAO. Cette Unité de coordination aura également pour tâche de faire le lien et d'éviter les duplications avec les initiatives d'autres bailleurs en matière agro-alimentaire dans la Grande Île.

Depuis 2012, la COI conduit une réflexion stratégique autour de l'enjeu de la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale. Cette réflexion, menée avec des partenaires dont la FAO, le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Union européenne, s'est précisée lors de la Conférence de Mahajanga de mars 2013 puis à l'occasion de la Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire de février 2015 à Antananarivo. L'objectif de la COI est de faire de Madagascar le « grenier de l'Indianocéanie ».

En parallèle du projet COI-PRESAN, la COI a proposé pour co-financement sous le 11^e FED la réhabilitation de routes de désenclavement des régions agricoles vers les ports de Diego Suarez au nord de Madagascar et de Fort-Dauphin au sud.

Édito

Les communistes ont apporté l'égalité sociale à La Réunion

20 ans après sa mort, François Mitterrand est présenté dans plusieurs médias comme celui grâce à qui l'égalité sociale existe à La Réunion. Il est important de rétablir la vérité.

Le 19 mars 1946, la loi prévoit l'égalité au 1er janvier 1947. Mais les gouvernements successifs refusent de l'appliquer. Plusieurs d'entre eux étaient présidés par des socialistes. François Mitterrand a alors été plusieurs fois membre d'un gouvernement. Il a été notamment ministre de la France d'Outre-mer. En juin 1954, après la grande victoire de Dien Bien Phu remportée par les forces anti-coloniales, il est nommé ministre de l'Intérieur. Entre 1956 et 1958, il est Garde des Sceaux dans le gouvernement présidé par Guy Mollet.

Durant cette période, les Réunionnais sont très loin d'avoir droit à l'égalité. C'est sous la présidence du socialiste Mollet que Jean Perreau-Pradier est nommé préfet de La Réunion. La fraude électorale et les violences couvertes par le pouvoir avaient pour but de combattre les communistes qui demandaient le respect de la loi.

Le retour au pouvoir des socialistes date de 1981, avec François Mitterrand comme président de la République. Au cours de son premier mandat, l'égalité sociale n'est pas mise en œuvre. Sur le plan institutionnel, la loi instituant l'assemblée unique à La Réunion est censurée par le Conseil constitutionnel. Le gouvernement aurait pu présenter un nouveau projet tenant compte de l'arrêt du Conseil constitutionnel, ce-

la n'a pas été fait.

En 1986, la droite gagne les élections législatives. Le nouveau gouvernement fait alors voter une loi qui inscrit l'inégalité sociale dans la loi, c'est la parité. Contre toute attente, les députés PS ne saisissent pas le Conseil constitutionnel qui aurait sans doute invalidé cette discrimination.

C'est là qu'a lieu l'acte décisif de la bataille pour l'égalité sociale. En 1987, les deux députés du PCR, Paul Vergès et Élie Hoarau, démissionnent pour protester contre cette loi. Cette décision a eu un retentissement considérable en France et à La Réunion.

En février 1988, François Mitterrand arrive en visite dans notre île. 15.000 militants communistes viennent l'accueillir à Gillot en brandissant des banderoles « Égalité ». En campagne pour sa réélection, le président de la République se rallie à la revendication du PCR d'égalité sociale et s'engage à la réaliser au cours de son second mandat.

L'égalité des allocations familiale est obtenue en 1991. C'est le cas pour l'indemnisation du chômage en 1993. À partir de 1990, le SMIC entame un rattrapage progressif pour être aligné sur celui de la France le 1er janvier 1996. Ce sont donc les communistes qui ont été à l'origine de l'égalité sociale à La Réunion, François Mitterrand l'a appliquée.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Après propos tenus sur Internet et à la télévision

Afrique du Sud : le racisme en cours sape le miracle Mandela

Vingt-deux ans après que Nelson Mandela a été porté au pouvoir sur un ticket de réconciliation raciale, cette ancienne terre de l'apartheid est toujours aux prises avec ses démons raciaux.

La première semaine de la nouvelle année a vu une série d'incidents raciaux de haut profil qui ont suscité l'indignation à travers un pays que l'archevêque Desmond Tutu a une fois qualifié de « Nation Arc-en-ciel ». Traditionnellement, les célébrations du Nouvel An voient des centaines de milliers de Sud-africains se dorer sur les plages et gambader dans les vagues. Cependant, un agent immobilier furieux de Durban a été offensé par la quantité de déchets sur les plages et s'est rendu sur Facebook pour évacuer sa frustration aux « singes » noirs. « Ces singes qui sont autorisés à être libérés à la veille du Nouvel An et le jour du Nouvel An sur les plages publiques n'ont évidemment pas d'éducation ». En quelques heures, son message avait suscité un tollé national majeur et a reçu des menaces de mort.

Propos racistes

Néanmoins, Sparrow a trouvé un allié avec le juge Gareth Cliff qui a tweeté : « les gens ne comprennent pas du tout la liberté d'expression ». Cliff, qui est aussi un populaire animateur de radio, a fait face à une tempête de critiques et la station de télévision M-Net a déclaré qu'il examinerait son contrat.

Admettant que ses commentaires sur la liberté d'expression ont été inopportuns, Cliff a déclaré : « Je pense que cette situation est déplaisante. C'est une conversation que nous avons absolument besoin d'avoir, mais je crois qu'elle a perdu le contrôle ».

Peu de temps après, l'économiste respecté Chris Hart a offensé des millions de personnes quand il se précipita à la défense de Sparrow et a tweeté : « Plus de 25 ans après que

l'apartheid a pris fin, les victimes sont en augmentation avec un sens du droit et de la haine envers les minorités... »

Moquerie à la télévision

Le Congrès national africain (ANC) a déclaré que les commentaires n'étaient pas sans rappeler l'attitude de l'apartheid envers les populations autochtones du pays.

« Ils dégradent également les Noirs comme des personnes ne méritant pas d'utiliser les plages de leur pays de naissance. Ils accusent en outre la majorité de notre pays, qui sont la plupart noire, comme ayant un sens du droit et de la haine envers la minorité », a déclaré le parti au pouvoir dans un communiqué transmis à la PANA. Et ANC Youth League a déclaré qu'il appellera à un boycott national de la Standard Bank, si l'entreprise ne se débarrasse pas de Hart.

Malgré l'indignation, un présentateur de la télévision nationale a alimenté les flammes quand il s'est moqué de la prononciation d'un mot anglais de la ministre de l'Éducation, Angie Motshekga.

Barnes a fait un commentaire, tandis que la station diffusait des extraits du discours de Motshekga qu'elle a prononcé mardi lors de l'annonce des résultats pour 2015 des examens du secondaire. « Peut-être que quelqu'un doit avoir un mot avec la ministre sur la façon dont le mot (épithète) quintessence se prononce », a déclaré Barnes.

Sa remarque a irrité de nombreux Sud-africains, en particulier du fait que la langue maternelle de Motshekga est le Xhosa et Barnes a mal prononcé son nom dans la même phrase.

Le porte-parole du gouvernement,

Esethu Hasane, a répondu au scandale en déclarant : « Il est donc très bien pour les cancre de ENCA de mal prononcer les noms africains, mais ils peuvent se moquer des Africains de ne pas prononcer les mots anglais correctement ».

Vers une criminalisation du racisme

Pendant ce temps, les partis d'opposition ont exprimé leur soutien à la criminalisation du racisme après la décision du Congrès national africain annonçant qu'il allait enquêter sur la création d'une loi spécifique ou de modifier la législation existante afin de veiller à ce que les actes de racisme et de promotion de l'apartheid soient criminalisés et passibles d'emprisonnement.

Le Chef de file du Democratic Alliance, Mmusi Maimane, a exprimé son soutien à la criminalisation de ces déclarations alors que les Economic Freedom Fighters ont déclaré que le plan de l'ANC était compatible avec leur propre manifeste.

Les Sud-africains de toutes races ont enduré une torride année 2015, qui a été marquée par des protestations de prestation de services, des crimes, un rand en chute et une nouvelle vague de violence xénophobe qui a laissé des milliers de déplacés.

20 désemb

Bourbon pointu (7)

Alexis se mit à regarder de l'autre côté, dans le vague, vers l'immensité de la mer. Puis, soudain, comme s'il se réveillait d'un rêve, il se mit à hâler son domestique :

« LENDORMY ! LENDORMY ! Où tu étais ? Ça fait une demi-heure que je t'appelle ?... »

- J'étais là, maître, en train d'aider à...

- SUFFIT ! Où est Rose ? J'ai besoin de lui parler ! » C'était la belle cafrine, une Malgache, ironiquement baptisée ainsi, petite, parce que sa peau était très foncée.

Une scène se préparait, comme les nuages se ramassent en tempête sur le haut des pitons.

Les deux esclaves s'étaient concertés, et pendant une absence du maître du domaine, ils étaient venus se confier à Paul de Miranville qui fut touché par cette passion. Il organisa leur fuite, ayant pris soin au préalable de faire monter dans la forêt des vivres.

« Toutes les semaines, je te ferai porter des vivres, et des graines. Elles seront déposées à la Dent de Chien. Chaque fois, vous ferez brûler le panier.

- Grand merci, maître.

- Ne me remercie pas, si j'avais été à ta place j'aurais souhaité qu'on en eut usé de la sorte. Dès que tu t'enfuiras avec Rose, je lâcherai des chiennes en chaleur en travers pour qu'elles troublent la piste. Bonne chance... Pour communiquer, un crayon et du papier seront glissés dans la doublure du panier, avec ce que je t'ai appris, cela ira. »

La nouvelle de la disparition de Rose rendit fou de rage Alexis de Mirecourt. Il se dépêcha d'aller trouver Paul de Miranville.

« Où est Joshua ?, cria-t-il presque.

- L'esclave ?

- Oui l'esclave Joshua !

- Je lui ai confié la barque. Il l'a prise au mouillage de Sainte-Suzanne. Il me doit rapporter du poisson frais... »

Paul regarda le cavalier dévaler la pente ; il souriait. Bien évidemment, on ne trouva ni la barque, ni l'esclave qui devait la conduire.

Le jeune maître répandit la nouvelle que son domestique s'était noyé avec une esclave marronnée et qu'ils filaient tous deux le parfait amour au fond de l'océan...

La semaine écoulée, un cavalier fit son apparition devant la varangue. Alexis de Mirecourt sans descendre de sa monture appela son voisin.

« À Versailles, je chassais le perdreau et le sanglier, ici je chasserais le cochon de Noir. Pourquoi ne te joindrais-tu pas à moi, Paul ? Tu as des esclaves qui ont marronné, il me semble... »

Paul devinait ce qu'Alexis avait en tête : retrouver Rose et tuer Joshua.

« Sans façon. Un excès de bile jaune, des rougeurs au niveau du cou... Je crains, Alexis, qu'une course d'une telle ampleur ne soit préjudiciable à une santé déjà



chancelante, ces derniers temps.

- Soit. Je ferai préparer les chiens et mes piqueurs, nous partirons demain à l'aube, si Dieu le veut ». Et le cavalier fit demi tour.

Le lendemain, Paul sella sa monture, et se dirigea vers le chef-lieu. Quand il traversa la ville de Sainte-Suzanne, quelques négrillons se mirent à courir derrière son alezan, poussant la comptine :

« Zourit anlèr pédboi
Inn, dé, troi, rouri anlér piédboi
Kat, sink, sis, la tonm si koksiz
Sèt, uit, nèf, son tèt bèl kom dézèf
Diz, onz, douz, i fo ali in vantouz
Trèz, katorz, kinz, i fo paf é le sinz
Sèz, disèt, dizuit, kan ou lé in zourit
Diznèf, vin, in zour ou va krèv an shien »...

... 'Il ne faut pas faire le singe quand on est un zourite !' Voilà ce que chantaient ces enfants, envoyés certainement par leurs petits maîtres. 'Sinon, tu vas crever en chien'. Le zourite est blanc ; la pieuvre, c'était lui.

En passant près du tamarinier sur la place de l'église, il entendit une conversation sur un ton suffisamment haut pour qu'il pût la percevoir :

« Il paraît qu'il y a un Blanc qui se prend pour un Noir.

- C'est appréciable : on manque d'esclaves... »

(Suite au numéro de mardi...)

Jean-Baptiste Kiya

Oté

Odrémié ansèrv a ou ouminm !

Pou sak navé ankor doutans, konm ki diré, d'si lo konportman bann moun la drwat o pouwar, sirtou d'si zot rapor èk larzan, pa pou médir, bin si falé donn in prèv, oila zordi. Promié roflèks po zot, gran matin kan i lèv, avan rouv lo zié, avan bross lo dan promié roflèks, sé larzan. Koman fé pou fé gonf zot pla ? Koman fé pou ranpli zot jabo. La prèv an é, minm pa in mwa apré zéléksyon, konm si lé natirèl shé zot, zot i tonm dan lo travèr larzan, fo krwar lé dan zot ladn.

Promié réinyon, ala i koz larzan san respé. Koman goumant zot lindinmnité ? Koman pèy la kaz lo prezidan è knout larzan ? An minm tan ki domann a nou sèr nout sintir, sirtou dépans pa larzan toratravèr, an minm tan léta i diminié son par pou bann koléktivité, bann kominn lé andété, konsèy départmantal i souplingn, i prétan, an minm tan, la ba la rézyon sé la fèt o vilaz pou shakinn.

Konm néna niaz dan nout sièl pou in takon d'moun, nou noré di pétèt i sar pran déza in mézir pou sak lé fèb, inn ti mézir pou abat traka domoun, inn ti mézir sinbolik dizon, o lièk sa, daborinn i komans par argard pou zot. Kan ni wa, La grann mazorité d'moun, an difikilté pou manzé, an difikilté pou pèy lwayé, pou pèy lasirans loto, lasirans lakaz tousala. In lané i komans an fanfar pou desertin. Konm di lo dikton, pou èt mié servi, odrémié ansèrv a ou ouminm.

Justin

« Dan blan, kèr noir » - In kozman pou la rout

Kosa ou i oi an promyé dsi in moun ? Sa i dépann sak ou i rogard an promyé pars shakinn nana son mani. Mi souvien in ga té i di amoin, dsi in fiy, promyé z'afèr li rogard sé lo pti vant. In n'ot téi di li rogard lo zyé an promyé... Nana d'moun kan zot i rir, sak ou i oi sé z'ot doub ranzé lo dan. I di z'ot domino lé déor ! Sa sé in n'afèr i pé pa kashyété. Astèr, alé rogard lo kèr : sa lé inposib. Sirtou kan lo kèr, pou ou, sé lo santiman. Alé konprann promyé kou d'èy si in moun nana bon sansa mové santiman. Ou i romark ali dann son l'aparans, mé pa dann fon son kèr. Pou sa, i fo ou i pratik ali bien. Si tèlman ké, in zour, ou i an apèrsoi si lo l'aparans lé korèk, lo fonn-kèr la pa bon. Inn i zir avèk l'ot, konm lo blan i paré i trok avèk lo noir * ! L'èr-la ou lé dési mé la vi lé konmsa. Kosa zot I anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir, ké rant-rant ni pé z'ète, tazantan, dakor, rantre nou.

* I fo ni rovir la dsi in zour santardé